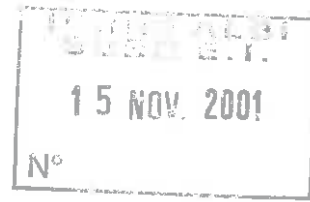


DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LE PUBLIC

PRÉFECTURE DU TARN

Bureau de l'environnement
et du cadre de vie



**Arrêté portant mise en demeure de respecter les prescriptions
de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié, relatif aux installations de stockage de
produits organiques dégageant des poussières inflammables.
Société Groupe Coopératif Occitan.- Silo de stockage de céréales de Lavar, route de
Gaillac**

Le Préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'Honneur,



- Vu le code de l'environnement et notamment le Livre V,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 2000 paru le 5 décembre 2000 au recueil des actes administratifs de la préfecture donnant délégation de signature à M. Pascal GROSSO, secrétaire général de la préfecture du Tarn,
- Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié, relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables, soumises à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure établi le 30 octobre 1997 à l'encontre de la Société Groupe Coopératif Occitan dont le siège social est situé à Castelnaudary (Aude), « Loudes », relatif au dépôt d'une demande d'autorisation, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, pour l'exploitation de silos de stockage de céréales à Lavar, route de Gaillac.
- Vu le rapport du 17 octobre 2001 de l'inspecteur des installations classées relatif à la mise en conformité de cette unité de stockage ,

Considérant qu'il est apparu, comme établi par la jurisprudence, que cette installation créée avant 1984, bénéficie du droit d'antériorité, et qu'elle relève à ce titre, du régime

autorisation de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, sans avoir pour cela à être soumise à l'enquête publique,

Considérant qu'elle doit donc, en conséquence, être notamment mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 29 juillet 1998 précité, qui fixe par ailleurs un échéancier pour la mise aux normes des installations existantes,

Considérant que l'exploitant a été sollicité à plusieurs reprises, à cet effet, par les services de l'inspection des installations classées,

Considérant que conformément aux dernières constatations effectuées par l'inspection, il s'avère que cette mise en conformité n'a pas été réalisée en totalité,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Tarn,

ARRETE

Article 1er : La Société Groupe Coopératif Occitan dont le siège social est situé à Castelnaudary (Aude), « Loudes » est mise en demeure, **dans le délai de trois mois**, de se mettre en conformité, pour ses silos de stockage de céréales de Lavaur, route de Gaillac, avec les dispositions suivantes édictées par l'arrêté du 29 juillet 1998 mentionné ci-dessus :

- article 13 3^{ème} tiret : la conception et la réalisation des installations doivent prendre en compte les risques d'incendie, notamment au titre du choix des matériaux des bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs et courroies qui doivent être difficilement propagateurs de la flamme et antistatiques.

Article 2 : Faute pour la Société Groupe Coopératif Occitan de se conformer à la présente mise demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, et ce indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées.

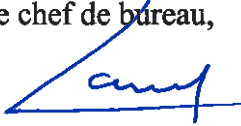
Article 3 : Conformément à l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif) par :

- « l'exploitant , dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié »;

- « par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation ».

Article 4 : Le Secrétaire général de la préfecture du Tarn, le Sous-préfet de Castres, le maire de Lavaur, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation,
le chef de bureau,



Audoin LAUTH

Fait à ALBI, le 12 NOV. 2001
Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,

Pascal GROSSO